

»» autour de la table des négociations, confirme ce négociateur francophone. « Le syndrome de Val Duchesse, vécu en 2007, et qui voyait les partis s'envoyer des missiles par des fuites dans la presse, reste entier. On n'ose plus rien transmettre par écrit, c'est l'ambiance du complot permanent. » Avec des effets dévastateurs sur une confiance déjà au plancher. Témoin cette scène, confirmée à plusieurs sources : invité par le préformateur PS Di Rupo à prendre connaissance d'une note de travail sans en garder de copie, Bart De Wever est surpris en train de photographier le document à l'aide d'un portable... Méca-

nique infernale, constatée par Alain Eraly: « On croit sans cesse deviner les manœuvres subtiles de l'adversaire, que l'on se propose de contrer par une manœuvre encore plus subtile. » On risque de finir par douter de tout. Par surinterpréter tout ce que le camp d'en face propose. La parano n'est jamais loin en politique. « Et les rencontres en catimini entre De Wever et les MR Didier Reynders et Louis Michel l'ont fait monter d'un cran », assure ce négociateur.

► **Etre trahi, l'obsession.** « Méfiance permanente, anxiété du non-respect des accords et de la trahison » : la N-VA, suivie par le CD&V,

assume ce penchant naturel en politique avec un zèle remarqué face aux francophones. Plus question de les croire sur parole. Bart De Wever exige des engagements noir sur blanc, avant même d'envisager le début d'une formation de gouvernement. Vexant. Et annonceur lorsqu'il faudra rédiger un accord de gouvernement jusqu'à la dernière virgule. « Les ambiguïtés d'un accord politique peuvent ensuite faire office de portes de sortie », concède Alain Eraly. Le diable se cache dans les détails.

► **Etre saboté, le soupçon.** Sans doute la N-VA flaire-t-elle déjà l'embrouille, une fois qu'elle aura embarqué au gouvernement fédéral. De fermes résolutions, des engagements solennels qui, sans être reniés, peuvent subir des contretemps. Contrier par la bande la mise en œuvre d'un programme gouvernemental est chose courante. « Dans le système belge, chaque ministre dépend fortement de ses collègues. Etre ministre, c'est être enchaîné, rappelle Eraly. Il est assez facile à un ministre de jouer l'inertie en s'asseyant de facto sur certains dossiers pourtant explicitement stipulés. » L'entourloupe est même une règle. « Exister politiquement, c'est d'abord bloquer des dossiers. » Avec, au besoin, le concours d'administrations politisées. « Un ministre peut demander à un fonctionnaire de sa couleur politique de faire preuve de toute l'inertie possible dans la mise en œuvre d'un projet. » Problème de timing, manque de moyens, difficultés techniques ou juridiques: la palette des artifices est large. Pour appliquer

ces jeux d'obstruction, les partis traditionnels habitués au pouvoir auront d'appréciables longueurs d'avance sur une N-VA encore orpheline de relais importants dans l'appareil d'Etat. A moins que l'Etat-CD&V (et les beaux restes qu'il conserve) ne se mette au service des nationalistes flamands.... Avant d'envoyer ses ministres au feu et probablement de s'y coller lui-même au gouvernement, De Wever y regardera à deux fois pour éviter la douloureuse expérience d'Ecolo lors de sa première participation au pouvoir en 1999.

« DE WEVER NE PEUT SE CONTENTER DE SAUVER LA FACE. IL DOIT TRIOMPHER »

► **Rendre des comptes, l'obligation.** Ni De Wever ni Di Rupo ne sont seuls au monde. Pas plus que n'importe quel homme fort d'un parti. « Ils ne sont pas au sommet de pyramides. Dans de telles négociations, je ne crois pas une seconde qu'ils puissent s'affranchir de leurs liens, au nom d'un intérêt général qui les isolerait », assure Alain Eraly. Garder les faveurs du parti est d'une importance cruciale. Cela signifie des appétits de pouvoir à satisfaire, des ambitions personnelles à assouvir. Bart De Wever lui-même montrerait l'exemple: la volonté qu'on lui prête de conquérir le maïorât d'Anvers aux communales de 2012 crispe ses rivaux politiques flamands sur le dossier du Lange Wapper. Ce



SPECTRE Le souvenir de Val Duchesse avec Yves Leterme aux manettes, en 2007, angoisse les négociateurs autour de la table.

projet de tunnel ou de viaduc visant à désengorger la Métropole divise le gouvernement flamand de Kris Peeters (CD&V) et finit par brouiller les cartes des négociations au fédéral. Tout est dans tout. « L'homme politique tend à ne prêter attention dans la réalité qu'à ce qui sert ou menace son projet politique », relève Alain Eraly.

En interne, cela fait du monde à tenir à l'œil, à écouter, à informer, à subir l'influence. A s'assurer de la loyauté. Au-delà du noyau de fidèles : les barons du parti et les parlementaires, tentés de jouer leur propre carte ou de tourner avec le vent ; les militants, capables d'une contestation interne qui serait du plus fâcheux effet lors de l'inévitable congrès de participation gouvernementale. Sans oublier les groupes de pression qui agissent dans l'ombre. « Mon patron, c'est le Voka », lâchait Bart De Wever, dans une allusion au patronat flamand qui lui mettrait ainsi la pression. Le même De Wever assume volontiers une dépendance au groupe Stratego, présenté comme le noyau dur de la N-VA où siègent la dizaine de ténors du parti. « On ne sait trop s'il en est prisonnier ou s'il s'en sert comme d'une arme »,

s'interroge un négociateur francophone. Jouer ainsi sur une émulation collective est habile: « La victoire revient à ceux qui montent au front avec une baïonnette dans les reins », pour reprendre une formule d'Alain Eraly.

► **Se rendre acceptable, l'inévitable.** Tôt ou tard, il faudra bien que les protagonistes songent à atterrir. Se résignent, dans un régime de coalition comme le nôtre, à « se faire aimer de ses futurs partenaires, disons plus exactement se rendre acceptables ». Le patron de la N-VA ne semble pas pressé. « Bart De Wever a fait son calcul : il est dans une telle position de force que la question lui apparaît secondaire. Entre choisir de se rendre acceptable aux yeux des francophones et incarner l'intransigeance en Flandre, il a choisi la meilleure stratégie de son point de vue. Et c'est aussi la bonne pour les francophones : on n'a pas besoin d'un De Wever aimé des francophones, mais d'un De Wever capable de convaincre la Flandre qu'un accord est possible », souligne Alain Eraly. On n'est pas tiré d'affaire.

● PIERRE HAVAUX

(1) **Le Pouvoir enchaîné. Etre ministre en Belgique,** par Alain Eraly. Ed. Labor, 2002.



PAUL DE GRAUWE

Professeur d'économie internationale à la KU Leuven

Mythes flamands

LES FLAMANDS SE FONT BEAUCOUP D'ILLUSIONS SUR tout ce qui pourrait se produire en Flandre si celle-ci accédait à l'indépendance. La plupart d'entre eux partent du principe que les frontières du territoire flamand ont été fixées une fois pour toutes. Ils croient que, si la Flandre devenait indépendante, la frontière linguistique deviendrait automatiquement la frontière d'Etat. Rien n'est moins sûr. En droit international, une frontière linguistique n'égal pas une frontière d'Etat. Les francophones n'accepteront jamais qu'en cas de scission du pays la frontière linguistique devienne la frontière d'Etat. Et puisqu'aucun accord ne pourra être trouvé en ce domaine, un arbitrage supranational s'imposera. Il y a donc de fortes chances que l'Union européenne s'en mêlera. Un référendum sera organisé dans les territoires contestés. Or le résultat de pareille consultation populaire est connu d'avance. Les territoires contestés, à très forte majorité francophone, seront détachés de la Flandre. Il n'y a pas de doute qu'une Flandre indépendante perdra une partie de son territoire. La nouvelle Flandre ne correspondra pas à la Flandre actuelle. Mais cette réalité n'est pas prise en considération : les indépendantistes n'ont pas encore intégré l'abandon de territoires dans leurs comptes de profits et pertes.

Les mythes créent une dynamique susceptible de provoquer de grandes mutations

Une deuxième illusion consiste à croire que la Flandre indépendante sera gérée plus efficacement. Certes, chacun sait qu'en Belgique des décisions importantes sont reportées ou restent lettre morte à cause des nombreuses dissensions qui opposent les politiques flamands et francophones. Mais en ira-t-il autrement dans une Flandre indépendante ? Beaucoup de différences idéologiques divisent, en Flandre aussi, les partisans de plus d'Etat et les tenants de moins d'Etat, les défenseurs convaincus de l'environnement et ceux dont le credo écologique n'est pas leur premier souci. Dans une Flandre indépendante, ces différences mèneront souvent à des impasses. L'impuissance des pouvoirs publics du Nord à prendre une décision sur le Lange Wapper (projet d'achèvement du ring anversoïse) est un signe qui ne trompe pas.

Les mythes ont ceci de spécifique que, sans refléter la réalité, ils sont quand même aptes à induire une métamorphose de la réalité. Le mythe que la Flandre sera mieux gouvernée que la Wallonie et Bruxelles et que le territoire flamand restera intact aiguise chez beaucoup de Flamands le désir d'autodétermination, sans les Wallons et les Bruxellois. Les mythes ne sont pas innocents ; ils créent une dynamique susceptible de provoquer de grandes mutations. ■



POSITION DE FORCE Bart De Wever ne semble pas pressé.